


**– TERRE D'Émeraude Communauté –**  
**CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
**DÉLIBÉRATION N°031/2024**

Envoyé en préfecture le 05/04/2024  
Reçu en préfecture le 05/04/2024  
Publié le   
ID : 039-200090579-20240403-D\_031\_2024-DE

**SÉANCE DU 03 AVRIL 2024**

Nombre de Conseillers

En exercice : 116  
Titulaires présents : 93  
Suppléants présents : 01  
Pouvoirs : 07

Date de convocation :

28/03/2024

Date d'affichage :

05/04/2024

Votants :	101	Pour :	101	Contre :	0	Abstentions :	0
-----------	-----	--------	-----	----------	---	---------------	---

L'an deux mille vingt-quatre, le trois avril, à dix-neuf heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la salle François TRUFFAUT de Moirans en Montagne, sous la présidence de Monsieur PROST Philippe.

**Délégués titulaires présents :**

ANDREY Patrick ; AYMONIER Gaëtan ; BAILLY Hervé ; BAILLY Jacques ; BAILLY Thierry ; BAUDIER Stéphanie ; BELLAT Stéphane ; BERPERRON Pierre-Rémy ; BENIER ROLLET Claude ; BENOIT Jérôme ; BOILLETOT Jean-Marc ; BOISSON Jean Pierre ; BOISSON Laurence ; BONDIER Jean-Robert ; BONIN Robert ; BOURGEOIS Rachel ; BOURGEOIS Josette ; BOZON Fabienne ; BRUNET Hervé ; BUCHOT Jean-Yves ; BUNOD Remy CAPELLI Sophie ; CATILAZ Christophe ; CATTET Jean-Luc ; CHAMOUTON Patrick ; CHATOT Patrick ; CIOE Bruno ; CLOSCAVET Marie-Claire ; COLIN Gwenaël ; CORAZZINI Sylvie ; CORSETTI Patrice ; DALLOZ Jean-Charles ; DAVID Lauriane ; DELORME Carole ; DEPARIS-VINCENT Christelle ; DEVAUX Catherine ; DOUVRE Jacques ; DUBOCAGE Françoise ; DUFOUR Anne ; DUFOUR Christiane ; DUTHION Jean-Paul ; FAGUET Jean-Jacques ; GAMBEY Olivier ; GAUTHIER PACOUD Sandrine ; GEAY David ; GERMAIN Christophe ; GIROD Franck ; GRAS Françoise ; GROSDIDIER Jean Charles ; GUERIN Jean Luc ; HALBOURG Bertrand ; HOTZ Richard ; HUGONNET Franck ; HUGUES Guy ; JACQUEMIN Pierre ; JAILLET Bernard ; LACROIX Serge ; LANIS Yves ; LARUADE Laurent ; LAVRY Dominique ; LONG Grégoire ; LUSSIANA Eddy ; MAILLARD Jean-Claude ; MARQUES Patrick ; MILLET Jacqueline ; MILLET Michel ; MOREL Alain ; MOREL Denis ; MOREL-BAILLY Hélène ; MORISSEAU Gilles ; PAGET Jean-Marie ; PAIN Michel ; PARIS Robert ; PERRIN Alexandre ; PIETRIGA Guy ; POURCELOT Anaïs ; PRELY Fabrice ; PROST Philippe ; RASSAU Jean-Noël ; RAVIER Pascal ; RETORD Dominique ; REVOL Hervé ; REYDELLET DELORME Emmanuelle ; ROUX Nathalie ; ROZEK Evelyne ; RUDE Bernard ; SCHAEFFER Catherine ; STEYAERT Frank ; THOMAS Rémi ; TISSOT Isabelle ; VACELET Jean-Marie ; VENNARI PARE Sandra ; VIAL Jacques.

**Délégués suppléants présents :** GIBOZ Brigitte.

**Excusés ayant donné pouvoir :** CALLAND Jacques à GROSDIDIER Jean Charles ; CASSABOIS Yannick à PIETRIGA Guy ; ETCHEGARAY Josiane à LONG Grégoire ; FAVIER Jean-Louis à CHAMOUTON Patrick ; GUILLOT Evelyne à PROST Philippe ; SERVIGNAT Odette à JAILLET Bernard ; VUITTON Antoine à HOTZ Richard.

**Excusés :** FATON Patrice ; LANCELOT Catherine (représentée par GIBOZ Brigitte).

**Absents :** ARTIGUES Damien ; BANDERIER Dominique ; BARIOD Denis ; BIN Richard ; BLASER Michel ; BRIDE Frédéric ; DE MERONA Bernard ; DUMONT GIRARD Philippe ; GROS-FUAND Florence ; JOURNEAUX Cyrille ; LAMARD Philippe ; NEVERS Jean-Claude ; PONSOT Pauline ; REBREYEND COLIN Micheline.

**Secrétaire de séance :** GUERIN Jean-Luc.

**Objet : Instauration d'une obligation de déclaration préalable à l'édification des clôtures sur l'ensemble des 25 territoires communaux de l'ancienne Région d'Orgelet**

Rapporteur : Christelle DEPARIS-VINCENT

**Le RAPPORTEUR,**

## EXPOSE

En application des dispositions de l'article R. 421-12 du Code de l'urbanisme, l'édification de clôtures doit être précédée, de droit, d'une déclaration préalable dans les cas suivants :

- Dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application de l'article L. 631-1 du code du patrimoine ou dans les abords des monuments historiques définis à l'article L. 621-30 du code du patrimoine ;
- Dans un site inscrit ou dans un site classé ou en instance de classement en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement ;
- Dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 ou de l'article L. 151-23.

En dehors de ces secteurs, la déclaration préalable pour l'édification de clôtures n'est obligatoire que si le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé de l'instituer.

La communauté de communes Terre d'Émeraude Communauté détient la compétence « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 ; la collectivité détient ainsi la compétence de soumettre les clôtures à déclaration.

La décision de soumettre les clôtures à déclaration préalable paraît souhaitable dès lors que les clôtures contribuent à la qualité des paysages urbains et naturels.

Elle permet en outre de s'assurer du respect des prescriptions du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ancienne Communauté de Communes de la Région d'Orgelet.

*Vu le Code général des collectivités territoriales,*

*Vu l'arrêté préfectoral n°3920191114-001 du 14 novembre 2019 portant création au 1er janvier 2020 d'une communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Pays des Lacs, de la communauté de la Région d'Orgelet, de la communauté de communes Petite Montagne et de la communauté de communes Jura Sud,*

*Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ancienne Communauté de communes de la Région d'Orgelet approuvé par délibération en date du 3 avril 2024,*

*Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R.\*421-12 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, modifié par le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 entré en vigueur 1er octobre 2007 (modifiée par la suite par le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 et le décret n°2017-456 du 29 mars 2017),*

**CONSIDÉRANT** que depuis cette date le dépôt d'une déclaration préalable à l'édification d'une clôture n'est plus systématiquement requis.

**CONSIDÉRANT** que le Conseil Communautaire de Terre d'Émeraude Communauté peut décider de soumettre les clôtures à déclaration sur tout ou partie de son territoire en application de l'article R.\*421-12 du Code de l'urbanisme.

**CONSIDÉRANT** l'intérêt de s'assurer du respect des règles fixées par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ancienne Communauté de communes de la Région d'Orgelet préalablement à l'édification de la clôture et d'éviter ainsi la multiplication de projets non conformes et le développement éventuel de contentieux,

**Le BUREAU COMMUNAUTAIRE**, dans sa séance du 26 mars 2024 a émis un avis un avis favorable,

**Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE**, après avoir entendu cet exposé et avoir délibéré,

### DÉCIDE

**DE SOUMETTRE** l'édification des clôtures à une procédure de déclaration préalable, sur l'ensemble des 25 territoires communaux de l'ancienne Région d'Orgelet, en application de l'article R\*421-12 du Code de l'urbanisme ;

**DE DIRE** que la présente délibération sera notifiée à Monsieur le Préfet ;

**DE DIRE** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage dans toutes les communes membres de Terre d'Émeraude Communauté et au siège de la Communauté de Communes durant un mois ;

**DE DIRE** que la présente délibération sera publiée sur le site internet de la Communauté de Communes Terre d'Émeraude Communauté ;

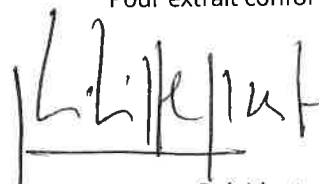
**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document relatif à la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

L'autorité territoriale :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu de son dépôt en Préfecture et de sa notification ou publication
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon ou par l'application Internet Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification ou publication.

Pour extrait conforme,

  
Le Président

